

LUMIÈRES LANDAISES

Le bulletin du Cercle Frédéric Bastiat
(www.bastiat.net)

N° 104. 3^{ème} trimestre 2017

Directeur de la publication :
Patrick de Casanove

Rédaction : Cercle Frédéric Bastiat
146 Rue des Hauts du Lac
40440 Ondres

Tél. 05 59 45 36 47

E-mail : cercle.bastiat@gmail.com
(modalités d'inscription au cercle au
bas de la dernière page)

ISSN : 1169-3894

« Si un droit n'existe dans aucun des individus dont, pour abrégé, on nomme l'ensemble une nation, comment existerait-il dans la nation? Comment existerait-il surtout dans cette fraction de la nation qui n'a que des droits délégués, dans le gouvernement? Comment les individus peuvent-ils déléguer des droits qu'ils n'ont pas? » Frédéric Bastiat, *Services privés, service public*

Editorial

L'écologie politique ou comment confisquer la vie des gens

« Le pouvoir, vaste corps organisé et vivant, tend naturellement à s'agrandir. Il se trouve à l'étroit dans sa mission de surveillance. Or, il n'y a pas pour lui d'agrandissements possibles en dehors d'empiétements successifs sur le domaine des facultés individuelles. Extension du pouvoir, cela signifie usurpation de quelque mode d'activité privée, transgression de la limite que je posais tout à l'heure entre ce qui est et ce qui n'est pas son attribution essentielle. Le pouvoir sort de sa mission quand, par exemple, il impose une forme de culte à nos consciences, une méthode d'enseignement à notre esprit, une direction à notre travail ou à nos capitaux, une impulsion envahissante à nos relations internationales, etc. » Frédéric Bastiat, *Profession de foi électorale 1846*

C'est, à mon avis, ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans le domaine de l'environnement. Dans ce domaine comme dans d'autres, les gens doivent sans cesse analyser et réfléchir au sens, au pourquoi des décisions des politiciens, fussent-elles parées de la plus grande des noblesses et des plus belles intentions.

L'État cherche n'importe quel prétexte pour étendre son pouvoir et s'insinuer dans la vie privée des personnes. Il le cherche d'autant plus qu'il est en échec dans tous les domaines dont il s'occupe. Pour preuve les services régaliens à vau l'eau, la situation économique et sociale catastrophique. L'écologie lui donne un prétexte d'expansion en or. C'est un terrain où, contrairement à l'économie, son échec ou ses mauvais choix ne peuvent être mis en évidence rapidement. Sur ce dossier il s'empare d'items qui effraient les Français : particules fines, perturbateurs endocriniens etc.. Il se présente alors comme le seul protecteur des populations. Il est très difficile de le contrecarrer. Le contestataire est accusé d'être le valet des industries chimiques, des lobbies pétroliers, de vouloir la pollution, la mauvaise santé des gens et le malheur de l'Humanité. « Le Socialisme, comme la vieille politique d'où il émane, confond le Gouvernement et la Société. C'est pourquoi, chaque fois que nous ne voulons pas qu'une chose soit faite par le Gouvernement, il en conclut que nous ne voulons pas que cette chose soit faite du tout. Nous repoussons l'instruction par l'État ; donc nous ne voulons pas d'instruction. Nous repoussons une religion d'État ; donc nous ne voulons pas de religion. Nous repoussons l'égalisation par l'État ; donc nous ne voulons pas d'égalité, etc. C'est comme s'il nous accusait de ne vouloir pas que les hommes mangent, parce que nous repoussons la culture du blé par l'État. » Frédéric Bastiat, *La Loi*

L'État joue sur les peurs et met en avant son rôle de sauveur. Dans le domaine de l'environnement « il impose une forme de culte à nos consciences, une méthode d'enseignement à notre esprit, une direction à notre travail ou à nos capitaux ». Ce faisant il instaure une vérité scientifique officielle, une vérité d'État. Il la défend avec toute la puissance dont il dispose. Il broie ses opposants. Hors cette vérité officielle point de salut. La vérité d'État et la science officielle sont l'antithèse de la démarche scientifique véritable qui repose sur le doute. Les politiciens ont tendance

à n'accorder des crédits de recherche publics qu'à ceux qui défendent des thèses qui leur sont utiles et servent leurs intérêts. Que ces assertions soient vraies ou fausses leur importe peu. Par exemple, certains politiques veulent couper les crédits de recherche pour ceux que l'on appelle les « climatosceptiques », d'autres veulent les ficher, un journaliste du service public qui ose se poser des questions sur le réchauffement se fait virer etc. Les solutions mises en place par l'État ne peuvent être que les meilleures par définition. Les innovations, les expériences, la concurrence venant d'ailleurs sont exclues. L'infaillibilité de l'État ne saurait être remise en cause même si les faits montrent un échec patent. Un privé supporte les conséquences de ses erreurs, pas un politicien. Le prétendu verdict des urnes est une duperie. Le politicien est dans le « ce qu'on voit » et surtout dans ce que son électeur voit.

Ce ne sont pas les règles qui sont responsables de l'amélioration de l'environnement. Les premières causes de préservation et d'amélioration de l'environnement sont le progrès technologique et la prospérité économique. Ce n'est pas un règlement qui rend une innovation technologique bénéfique. Par contre un règlement non sous-tendu par une innovation technologique n'est que de la poudre aux yeux. Les LEDs n'ont été inventées ni par, ni grâce, à un politicien, les moteurs plus performants non plus. Donc si la pollution baisse dans les pays développés c'est justement ... parce qu'ils sont développés. Quand aux normes, environnementales ou non, elles ont davantage pour objectif de protéger les politiciens en les dégageant de leurs responsabilités que de protéger les citoyens. L'intervention de l'État est toujours la même : normes, règlements et taxes. Il ne sait pas faire autre chose. Cela favorise le « mal investissement ». Quant à l'effet « cliquet » des politiques mises en place, le « mal investissement » en bénéficie aussi.

Pour autant cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas besoin d'organisations communes ni de règles. L'étatisme fait fi des organisations spontanées, des organisations libres. « Mais je dis que l'association libre et volontaire appartient encore à l'activité privée, car c'est un des modes, et le plus puissant, de l'échange. Il n'altère pas l'équivalence des services, il n'affecte pas la libre appréciation des valeurs, il ne déplace pas les responsabilités, il n'anéantit pas le libre arbitre, il ne détruit ni la concurrence ni ses effets, en un mot, il n'a pas pour principe la contrainte. » Frédéric Bastiat, *Services privés, service public*. En matière environnementale, comme ailleurs, la concurrence entre plusieurs solutions est bénéfique. Ce qui importe à l'individu ce ne sont pas les normes, mais c'est de vivre dans un environnement de qualité. Le citoyen doit se réapproprier la défense de l'environnement et la maîtrise de sa vie privée. Pour cela le plus simple est de laisser chacun choisir librement l'affectation de ses ressources. Chacun retrouve sa liberté de choix et la liberté de décider. Grâce à cette liberté le citoyen n'est plus un jouet entre les mains des politiciens, mais une personne libre, donc responsable et actrice dans les processus de décision.

Patrick de Casanove
Président du Cercle Frédéric Bastiat

Comptes rendus du dîner débat du 10 juin 2017

« Ils croient que la nature est bonne »



Jean de Kervasdoué

Par Jean de Kervasdoué

Jean de Kervasdoué est ingénieur en chef des ponts et des forêts, professeur émérite au CNAM et membre de l'académie des technologies

S'étonner d'être vivant pourrait paraître incongru. Pourtant, la probabilité de l'être est très faible. Certes, aujourd'hui la mortalité en bas âge est infime et l'on vit plus longtemps. En 2017, l'espérance de vie à la naissance est de 83 ans. En 1944, elle était de 61 ans (pour un âge de départ à la retraite de 65 ans). La France est aujourd'hui le pays où la période entre l'âge de la retraite (62 ans) et la mort est la plus longue. Si on remonte plus loin dans le temps, en 1903, l'espérance de vie était de 51 ans ; en 1860, de 42 ans ; en 1820, 35 ans. On a oublié ce qu'était la santé en France il y a un siècle et demi. Gérard Jorland, dans « *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIXe siècle* », indique qu'en 1850, si 56 000 enfants naissaient à Paris ; 28 000 d'entre-eux étaient abandonnés et 80% mourraient dans l'année.

La probabilité d'être vivant est donc très faible. Pourtant, bonne nouvelle pour les Terriens, l'espérance de vie augmente en moyenne de 4 mois par an sur la planète et la pauvreté baisse (en valeur relative et en valeur absolue). On compte aujourd'hui 850 millions de pauvres (pour 1 milliard il y a 60 ans, sur une population d'environ 2,5 milliards d'habitants, alors qu'elle est aujourd'hui de 7 milliards).

Bénéficiaires de cet extraordinaire progrès, acteurs de cette révolution progressiste depuis le dix-huitième siècle, les Français du vingt-et-unième siècle ont pourtant inscrit dans leur constitution le principe de précaution (Charte de l'environnement). De surcroît, le Parlement vote des lois mémorielles, comme si les députés étaient habilités à dire l'Histoire ou, par ailleurs, la vérité en débattant de questions scientifiques ; on peut ainsi citer la loi sur les insecticides, celle sur le bisphénol etc.

Un nouveau paganisme apparaît et se manifeste notamment par de nouvelles pratiques alimentaires : l'orthorexie, le véganisme etc... Le taux de vaccination recule et la nature est mythifiée.

Pourquoi ce progrès soudain et cette nouvelle crainte ?

A la fin du Moyen-Age, Nicolas Copernic (1473-1543), étudiant la trajectoire de Mars, déclare que le Soleil, et non pas la Terre, est au centre de notre monde. Pour y parvenir, il brise deux tabous dont nous sommes tous aujourd'hui les bénéficiaires : il croit en ses observations et prétend que tout n'est pas religieux.

Croyance en ses observations. Les hommes n'ont inventé que deux manières pacifiques de régler les conflits : les tribunaux d'une part, et la méthode scientifique d'autre part. Cette dernière est assez simple en principe, mais très exigeante en pratique. Sa simplicité réside dans le fait d'émettre des hypothèses et de les tester par des expériences quand cela est possible pour voir si elles sont fondées ; le résultat de l'expérience est ici le seul juge du bienfondé des hypothèses. Le problème majeur de la méthode scientifique est que, pour démontrer que A est la cause de B, « *toutes choses doivent être égales par ailleurs* » ! Ceci est très difficile à réaliser en pratique et parfois impossible. Par exemple : on n'a qu'une planète, on ne peut donc pas faire d'expériences sur les causes multiples

du réchauffement climatique. On utilise alors des modèles pour, à partir des données du passé, prévoir l'avenir, mais comme l'on ne contrôle pas tous les facteurs, l'on ne peut pas atteindre le même degré de certitude qu'avec la méthode expérimentale.

Tout n'est pas religieux. Autrement dit les ordres doivent être séparés, celui de dieu et celui des hommes. En outre, ce qui est vrai n'est pas nécessairement juste, une règle de droit n'est pas un phénomène scientifique... Or, aujourd'hui on revient à la confusion des ordres. Le Parlement vote des lois mémorielles alors qu'il n'est pas légitime pour être historien ou scientifique. Dans le texte sur l'éducation *Trois discours sur la condition des grands* (1670), Pascal, précepteur d'un jeune duc, dit : « *Il n'est pas nécessaire, parce que vous êtes duc, que je vous estime, mais il est nécessaire que je vous salue. Si vous êtes duc et honnête homme [...] [je] ne vous refuserai point les cérémonies que mérite votre qualité de duc, ni l'estime que mérite celle d'honnête homme. Mais si vous étiez duc sans être honnête homme, [...] je ne manquerais pas d'avoir pour vous le mépris intérieur que mériterait la bassesse de votre esprit.* ». Il fait ainsi bien la distinction entre l'ordre social et les autres ordres, notamment ceux de l'amour et de la vérité.

La méthode scientifique est très particulière. Karl Popper (1902-1994) a montré que l'on pouvait distinguer un propos scientifique d'un propos qui ne l'était pas que si on pouvait démontrer qu'il était faux : c'est la réfutabilité (ou falsifiabilité) d'un propos. Exemple, si je prétends que les lunettes sont dangereuses pour la santé, cette affirmation n'est pas scientifique car je ne pourrai jamais démontrer qu'elle est fautive. Il en est de même pour l'éventuelle dangerosité des ondes des téléphones portables ou celle des OGM : on ne peut pas faire tous les tests pour éliminer toutes les conséquences possibles de leur usage. Demander alors de montrer que ce n'est jamais dangereux revient à user de « la preuve diabolique » des moines de la Grande Inquisition, une preuve impossible à fournir : si l'on affirme que vous êtes coupable d'une hérésie, il est impossible de démontrer que ce n'est pas le cas.

Quelques mots sur l'écologie, l'agriculture et l'alimentation.

L'écologie

Il existe une différence entre les écologistes, un parti politique, et les écologues, c'est à dire les chercheurs en écologie.

Les écologistes sont un parti politique qui, par essence, ne peut pas être scientifique : dans ce cas, ses membres cherchent le pouvoir, alors que dans l'autre les écologues cherchent la vérité, ce n'est pas du même ordre. Les écologistes politiques sont des apôtres de la décroissance, en général de gauche, sinon gauchistes, partageant des croyances sur la nature et les dangers de la société technicienne, notamment en matière d'énergie nucléaire. Les écologues, eux, cherchent plutôt à comprendre l'équilibre d'un écosystème en répondant notamment à des questions simples : qui vit là, qui mange quoi, qui mange qui et comment tout s'équilibre, avec ou sans les Hommes. L'écologie est une discipline d'observation d'un équilibre dynamique entre les acteurs d'un écosystème.

En écologie on observe la nature, en agriculture on s'efforce de la maîtriser pour se nourrir, se vêtir etc. Ainsi, il n'y a plus de paysages « naturels » en France depuis la fin du Moyen-Age au sens où il n'aurait pas été modelé par l'agriculture ou la sylviculture ; il n'y a rien de moins « naturel » qu'une futaie de chêne qui demande deux siècles d'attention des forestiers pour venir à maturité. En revanche, en Amérique du nord, notamment, de tels écosystèmes existent encore.

Contrairement à ce que l'on dit, en France, il y a trois fois plus de forêts qu'il y a deux siècles : en 1800, 10% de la France était boisée, aujourd'hui c'est plus de 30%. Quant aux animaux « sauvages », on dénombre 2 millions de sangliers, alors qu'il n'y en avait que 500 000 il y a 20 ans.

Quant aux violences de la nature, elles n'ont rien de nouveau, mais la seule différence entre une catastrophe naturelle et un phénomène naturel est que dans le premier cas des hommes en pâtissent, pas dans le second !

Néanmoins, il existe des problèmes écologiques : la surpêche, la disparition de zones fragiles, la pollution des grandes agglomérations, principalement des pays pauvres, la disparition de milieux où peuvent vivre des grands animaux à l'état sauvage ... mais ce n'est pas en pénalisant les agriculteurs français que l'on résoudra ces questions.

L'agriculture

Depuis dix-mille ans, le projet de l'humanité a été de maîtriser la nature. Ce projet a réussi : la faim dans le monde diminue, notamment grâce à l'extraordinaire productivité de l'agriculture : un bon rendement en blé tourne autour de 100 quintaux aujourd'hui (40 quintaux en 1965).

Le problème majeur réside dans le fait que les générations actuelles n'ont finalement aucune idée de comment la nourriture est produite, au contraire des générations antérieures. Beaucoup semble découvrir par exemple que pour manger de la viande, il faut tuer un animal. Il y a 70 ans, 40% de la population active était agricole, aujourd'hui, c'est moins de 3%. Les progrès de l'agriculture ont libéré les urbains d'une contrainte inimaginable pour la majorité d'entre-eux : les animaux doivent être nourris tous les jours, le lait des vaches doit être tiré matin et soir, les champs labourés, certaines cultures sarclées en absence de pesticides ... Or, en 2017, il n'y a plus que 60 000 élevages en France, les urbains dans leur très grande majorité les méconnaissent, voire les ignorent et projettent leur peur sur ceux qui les nourrissent. Alors qu'ils devraient être reconnaissant de les avoir libérés, ils leur imposent des contraintes folles.

En ce qui concerne le débat sur le bio, plusieurs études ont démontré que l'alimentation bio n'est pas meilleure que l'alimentation traditionnelle. En outre, les plantes produisent des toxines et les aliments bio contiennent des hormones (œstrogènes dans le tofu par exemple) et des produits qui sont mutagènes ou cancérigènes chez le rat, certes à des doses très élevées. La réglementation bio est simplement différente. Les agriculteurs utilisent aussi des pesticides, mais pas les mêmes. En outre, la santé des agriculteurs est meilleure que celle du reste de la population. Ils vivent plus longtemps et ont moins de maladies et de cancers. Quant aux pesticides, des milliers d'études montrent qu'ils n'ont pas le niveau de toxicité prétendu par les faiseurs de peur ; mais, en dépit de toute évidence et, notamment d'un rapport de l'académie de médecine, le Parlement vote une loi interdisant de fabriquer en France le bisphénol ce qui conduit à la délocalisation de 2 milliards de production industrielle de France vers ... la Suisse. Mais comme la réglementation européenne n'interdit pas l'usage de ces produits, la France les importe et ... l'on a tout perdu !

L'alimentation

Les hommes, qui sont des omnivores, donc pouvant tout manger, se méfient de ce qu'ils mangent.

Jusqu'à une date récente, en France, les repas familiaux réglaient les rythmes et les rites alimentaires : 3 repas par jour, interdiction de parler à table, de manger entre les repas etc. Aujourd'hui les enfants de 6 ans vont à la cantine et doivent choisir. 25% des habitants de Paris ne préparent plus chez eux de repas, ils commandent ou vont acheter des plats préparés ! Enfin, si les générations anciennes ont eu à gérer le manque, celle d'aujourd'hui ont à gérer l'excès. Comme l'excès est inquiétant, ces angousses sont projetées sur ceux qui produisent, c'est-à-dire les agricul-

teurs. La grande distribution finance des publicités qui font croire qu'il faut manger bio ou sans OGM etc.

A l'évidence, l'alimentation a un impact important sur la santé mais ce qui compte c'est ce que l'on mange pendant une semaine ou un mois et donc l'alimentation globale, plus que des aliments spécifiques ou quotidiens qui, certes, doivent être frais et variés. Cette alimentation va interagir avec l'activité physique et l'héritage génétique et, à terme, au fil des années, aura un impact favorable ou délétère sur des facteurs de risques (surpoids, hypertension) qui, à leur tour, favoriseront l'apparition plus ou moins rapide de maladies. Ce qui compte donc, c'est l'alimentation liée au mode de vie, et peu ce qui la compose, bio ou pas, malgré ce qu'on souhaite nous faire croire.

Nous avons maîtrisé la nature, ce qui a conduit dans certains cas à des destructions d'espaces naturels mais la nature continue d'évoluer. De nouveaux animaux apparaissent : aux Etats-Unis par exemple, faute de louves, les loups se sont accouplés avec des femelles coyotes. Des « coyolups » sont ainsi nés. L'évolution continue donc d'autant que les plantes voyagent : pomme de terre, maïs, tomate, chocolat ... ne viennent pas d'Europe, les plantes mais aussi les nuisibles : en France, 60 nouvelles espèces d'insectes sont apparues depuis 7 ans.

Les urbains-omnivores imposent aux agriculteurs des normes telles qu'elles ne peuvent que les conduire à la faillite et provoquer leur ressentiment. Le bien-être des truies dans les porcheries bretonnes a coûté 150000 euros par élevage. Beaucoup de produits agricoles ne peuvent plus aujourd'hui être fabriqués en France, mais les haricots verts par exemple, importés du Kenya, sont traités aux pesticides dont on ne connaît ni la nature, ni les doses.

Ces normes excessives, voire inadaptées fleurissent car les ingénieurs de l'Etat ne réalisent plus eux-mêmes des ouvrages, ce sont les collectivités locales qui les sous-traitent aux entreprises, ils ne saisissent donc pas bien la nature des normes qu'ils imposent aux autres et ce d'autant qu'en France il y a la responsabilité civile et pénale des fonctionnaires. Ce n'est pas le cas en Angleterre par exemple, où c'est la Reine qui seule est responsable. Quand il y a eu l'affaire de la vache folle en Angleterre, les responsables ont été exfiltrés de l'administration anglaise mais n'ont pas été poursuivis.

En France, cette responsabilité pénale a pour conséquence l'explosion des normes. Mais à force de surprotéger les choses, elles disparaissent. Les colonies de vacances sont de moins en moins nombreuses parce que les normes des bâtiments coûtent trop cher et que les moniteurs doivent être formés, ils se professionnalisent. Ainsi, la surprotection des enfants conduit à la disparition des colonies de vacances, comme la surprotection des locataires fait que beaucoup de gens ont du mal à se loger etc.

Nous sommes dirigés par des sophistes. Platon disait qu'il ne fallait jamais discuter avec un sophiste parce que son problème n'était pas de rechercher la vérité, mais de vous convaincre ! Les hommes politiques veulent que les gens votent pour eux ; les avocats veulent gagner un procès, la vérité n'est pas, pour eux, primordiale. Dans les gouvernements de François Hollande, il n'y avait pas d'agriculteurs, d'ouvriers, de chefs d'entreprise, d'ingénieurs etc. Pour la plupart, ils étaient issus du droit ou des sciences politiques. La classe dirigeante, à laquelle il faudrait ajouter les journalistes, est très majoritairement composée de sophistes.

Pour illustrer les conséquences de ce propos par un seul exemple, nous avons entendu François Hollande annoncer qu'en 2025, 50% de l'énergie française serait nucléaire. Or, pour y arriver, il faudrait fermer 18 centrales nucléaires, alors qu'il n'a pas réussi à en fermer une. Bien entendu, il s'était aussi bien gardé de dire que cela augmenterait le coup de l'énergie de plus de 50% et que, par ailleurs, le nucléaire n'a aucune incidence sur le réchauffement climatique, contrairement à ce que beaucoup d'hommes politiques laissent entendre. Cette énergie en outre tue 4500 fois moins que le charbon. En Chine, il y a officiellement 10 000

morts par an dans les mines de charbon. A Tchernobyl, depuis le drame, 78 personnes sont mortes. A Fukushima, les victimes ne sont pas mortes à cause du nucléaire mais du tsunami et suite aussi aux déplacements de population qui ont suivis la catastrophe.

Quelques remarques pour terminer :

Le principe de précaution, évoqué plus haut, est absurde, car il préconise de prendre des mesures proportionnées en cas de d'événements incertains. Or ce qui est incertain ne peut être proportionné et demeure ... incertain !

Les tribunaux condamnent pour le préjudice d'anxiété, qui n'est même pas un dommage. Voir à ce sujet les procès sur les antennes relais et les ondes magnétiques.

Enfin, en ce qui concerne le débat sur le réchauffement climatique : la Terre se réchauffe, les Hommes y jouent un rôle. Reste à savoir si ce rôle a une importance majeure ou mineure. Mais on ne peut pas faire d'expérience. On étudie des courbes de températures à partir desquelles sont établies des projections. Entre 1997 et 2014, il y a eu une stagnation de la température. Elle réaugmente depuis 2 ans.

« Ils croient que la nature est bonne » Jean de Kervasdoué - Robert Laffont 2016

À VOS AGENDAS

Journées du Patrimoine 2017 :

Le Cercle Frédéric Bastiat participera aux prochaines journées du Patrimoine de la Ville de Bayonne. Mme Madeleine Dupouy, Docteur en Histoire, donnera pour le Cercle le samedi 16 septembre 2017 de 17h à 18h30 une conférence au Musée Basque.

<http://www.musee-basque.com/>

« Les années d'apprentissage, à Bayonne, de Frédéric Bastiat (1801-1850). »

À LIRE :

Publication des travaux des « Weekend de la Liberté » :

5^{ème} Weekend de la Liberté : « Initiative individuelle prise de risque et responsabilité »

https://www.amazon.fr/Initiative-individuelle-prise-risque-responsabilit%C3%A9/dp/1093166029/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1498296487&sr=1-1&keywords=initiative+individuelle+prise+de+risque

6^{ème} Weekend de la Liberté. « Services privés, service public »

<http://www.amazon.fr/dp/1545011672/>

LES CENT JOURS

Le thème choisi pour le 8^{ème} Weekend de la Liberté est : « Les 100 jours sous le regard de Frédéric Bastiat. Laissez faire ou se laisser faire ? ». Les premières semaines du quinquennat ont vu les premiers renoncements. Qu'en sera-t-il dans 100 jours ?

Bien que ne s'attaquant pas (ou peut-être parce qu'elles ne s'attaquaient pas) aux défauts constitutionnels de l'État providence, les promesses d'Emmanuel Macron ont suscité de grands espoirs, sur lesquels il a été élu. En dépit de son cursus, il a réussi à faire passer l'image d'un homme neuf, d'un réformateur. Depuis son élection à la présidence de la République et la victoire de son parti aux élections législatives qui ont suivi, il est de bon ton et politiquement correct, de louer son machiavélisme, son habileté. Le fruit de son action est présenté comme une recomposition du paysage politique français. Il est, dit-on, l'homme du renouveau.

Lisons ce qu'écrit Frédéric Bastiat. « C'est ce qui est arrivé. La chimère du jour est d'enrichir toutes les classes aux dépens les unes des autres; c'est de généraliser la Spoliation sous prétexte de l'organiser. Or, la spoliation légale peut s'exercer d'une multitude infinie de manières; de là une multitude infinie de plans, d'organisations: tarifs, protection, primes, subventions, encouragements, impôt progressif, instruction gratuite, Droit au travail, Droit au profit, Droit au salaire, Droit à l'assistance, Droit aux instruments de travail, gratuité du crédit, etc. Et c'est l'ensemble de tous ces plans, en ce qu'ils ont de commun, la spoliation légale, qui prend le nom de Socialisme. » La Loi

Au regard de cette définition il semble bien qu'il n'y ait rien de nouveau sous le soleil. Sur le fond rien n'a été bouleversé ni dynamité. Emmanuel Macron a créé son parti et nous avons seulement assisté à un jeu de chaises musicales entre étatistes de différentes couleurs, âges et origines. Quand le joueur de flûte a arrêté sa musique certains avaient perdu leur chaise sur laquelle d'autres s'étaient assis. Mais les gagnants comme les perdants sont convaincus, imprégnés, de la nécessité d'une action largement prépondérante de l'État en France.

Les premières semaines de gouvernement sont écoulées et le vernis réformateur se craquelle déjà. Le rapport de la Cour des Comptes est à peine connu, que les étatistes retrouvent leurs vieux réflexes macroéconomiques. Les baisses d'impôts, bien modestes, bien compliquées, bien incertaines au bout du compte car des hausses sont aussi prévues, ont été source de cafoillage. Les fonctions régaliennes sont déjà mises à mal avec la réduction des crédits affectés à l'armée.

Pourtant le gouvernement est conscient que la France crève de l'excès de prélèvements, de lois et de règlements, de l'absence de liberté et de libre choix, de la disparition de la responsabilité individuelle. Mais, formé au même moule que ses prédécesseurs, porté par la même classe sociale privilégiée liée à l'État, le Président a du mal à s'extraire des schémas erronés qui ont conduit le pays dans la situation difficile où il se trouve. À ce jour, le Président et son gouvernement sont incapables d'imaginer d'autres solutions que de vieux sophismes tels que : les réductions d'impôts ne peuvent être que la conséquence de la prospérité économique, alors qu'elles en sont la cause. Comme les précédents gouvernements, ils croient que réformer ce n'est que changer quelques paramètres, qui surtout ne remettent pas en cause l'État providence. Par exemple modifier quelques facteurs au code du travail, à l'Éducation nationale ou dans le domaine de la Santé.

Or pour Bastiat la baisse des prélèvements est première, la liberté économique est première, le libre choix est premier :

« Laissez faire, en d'autres termes, respectez la liberté, l'initiative humaine... » Responsabilité ;

ou encore

« Que faut-il donc, faire ? Diminuer les impôts. — Diminuer les dépenses dans une proportion plus forte encore. Et, (...), j'ajoute : Liberté au dedans. — Paix au dehors. » Paix et liberté ou le budget républicain. »

« Une contribution unique, proportionnelle à la propriété réalisée, prélevée en famille et sans frais au sein des conseils municipaux, y suffit. Plus de cette fiscalité tenace, de cette bureaucratie dévorante, qui

sont la mousse et la vermine du corps social ; plus de ces contributions indirectes, de cet argent arraché par force et par ruse, de ces pièges fiscaux tendus sur toutes les voies du travail, de ces entraves qui nous font plus de mal encore par les libertés qu'elles nous ôtent que par les ressources dont elles nous privent. » Justice et fraternité.

On remarquera que dans cette configuration ce sont les communes qui sont les maîtres d'œuvre et qui reversent à l'État, pour ses fonctions spécifiques, ce qu'elles décident. Ce n'est plus l'État qui impose sa volonté aux communes.

Les gouvernements successifs, et celui-ci ne fait pas exception, ont été incapables de concevoir une organisation nouvelle de notre société avec une répartition différente des rôles entre l'État et les individus. C'est le cœur du problème. Ce qui n'a jamais été réellement débattu et encore moins tranché en France est ce qui revient à l'État et ce qui revient aux gens. Qui fait quoi.

Pour Frédéric Bastiat c'est clair : « *Pour moi, je pense que lorsque le pouvoir a garanti à chacun le libre exercice et le produit de ses facultés, réprimé l'abus qu'on en peut faire, maintenu l'ordre, assuré l'indépendance nationale et exécuté certains travaux d'utilité publique au-dessus des forces individuelles, il a rempli à peu près toute sa tâche.*

En dehors de ce cercle, religion, éducation, association, travail, échanges, tout appartient au domaine de l'activité privée, sous l'œil de l'autorité publique, qui ne doit avoir qu'une mission de surveillance et de répression. » Profession de foi électorale 1846.

Pour les Français ce n'est pas évident. Il leur paraît naturel que l'État se mêle de tout. La peur les saisit à l'idée qu'il puisse se retirer, ne serait ce qu'un minimum, de la vie économique ou de leur vie privée. Alors, que l'État puisse, pour le plus grand profit de tous, se retirer de pans entiers de la société, c'est non seulement inimaginable, mais source de panique !

Personne ne peut souhaiter l'échec du gouvernement. Bien au contraire. Pourtant tous les critères de fond sont réunis pour qu'il en soit ainsi. Une petite embellie conjoncturelle, des circonstances favorables ne changeront rien à la situation de la France tant que celle-ci ne corrigera pas ses défauts structurels.

Ce qui doit être entrepris est une véritable Libération de l'action humaine. En peu de mots, l'objectif n'est pas de prendre le pouvoir lors d'une élection mais de rendre le pouvoir aux individus. Emmanuel Macron, président Jupitérien, y parviendra t-il ?

« Il faut le dire : il y a trop de grands hommes dans le monde ; il y a trop de législateurs, organisateurs, instituteurs de sociétés, conducteurs de peuples, pères des nations, etc. Trop de gens se placent au-dessus de l'humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle. » La Loi.

Les conférenciers de ce 8^{ème} Weekend de la Liberté ne sont pas tous libéraux mais ils sont conscients de la défaillance de l'État et du rôle accru que pourraient jouer les individus au sein de notre société. Tous ces intervenants, pointus en leur domaine, analyseront ce début de quinquennat :

- ce qui a été fait en 100 jours,
- ce qui devra être fait si l'on veut améliorer les choses,
- si le gouvernement fait fausse route, ce qui aurait dû être fait.
- si tout n'a pas été fait, est-ce rattrapable ?

Rattrapable ou pas, quelles pourront en être les conséquences attendues et inattendues ? Chacun pourra donner son avis sur le climat qui règne dans notre pays et en particulier sur : *2017 les élections de la dernière chance avant la révolution ?* Bastiat n'utilise pas les mots « guerre civile ».

Venez et découvrez la France sous un éclairage nouveau, regardez l'action d'un gouvernement avec un œil neuf. Beaucoup de temps est prévu pour les débats, tout le monde peut y participer, pour trouver des arguments ou apporter la contradiction. Pour découvrir la pensée de Bastiat, originale et cohérente. N'hésitez pas à vous inscrire !

*Patrick de Casanove
Président du Cercle Frédéric Bastiat*

Programme du 8^{ème} Weekend de la Liberté

**Du vendredi 22 septembre 12h au dimanche 24 septembre 12h
Hôtel Sourcéo à Saint-Paul-Lès-Dax**

Les 100 jours sous le regard de Frédéric Bastiat

« Laissez faire ou se laisser faire ? »

Avec le concours de : (Par ordre alphabétique)

L'ALEPS, Contribuables associés, l'Institut Coppet, l'iFRAP, l'IREF, l'Institut pour la justice, SFL.

Vendredi 22 septembre :

- 12h00 buffet
- 13h00 **Conférence** : « *Ce que doit faire le nouveau président* » par **Agnès Verdier-Molinié**, Directeur de l'iFRAP.
- 15h00 pause, Foire au Livre
- 16h00 **Conférence** : « *Monnaie unique ou concurrence des monnaies, place des monnaies virtuelles.* » par **Vincent Ginocchio**, Cercle Frédéric Bastiat. Ancien Président de Liberté Chérie.
- 18h00 Pause, Foire au Livre
- 19h30 Apéritif d'accueil
- 20h00 dîner
- 21h00 **Dîner débat** « *L'éducation, en finir avec une politique coûteuse et inefficace.* » par **Nicolas Lecaussin**, IREF

Samedi 23 septembre :

- 09h00 **Conférence** : « *Accélérer le mouvement vers la Nation Européenne, la fausse bonne solution* » par **Charles Gave** entrepreneur et économiste français.
- 10h30 Pause, Foire au Livre
- 11h00 **Conférence** : « *Un quinquennat pour restaurer la Justice et la Sécurité, sacré défi!* » par **Guillaume Jeanson**, Institut pour la Justice.
- 12h30 Pause, Foire au Livre
- 13h00 **Buffet-témoignage : les 100 ans de la Révolution d'Octobre**
« *Bien des Français rêvent le communisme...moi, je l'ai vécu* » par **Bogdan Calinescu**.
- 14h00 **Conférence** : « *La voie de la prospérité : libérer les incitations productives !* » par **Pascal Salin**, Professeur émérite à l'université Paris-Dauphine,
- 15h30 Pause, Foire au Livre
- 16h00 **Conférence** : « *Réformer : retenons les exemples étrangers de réformes qui fonctionnent !* » par **Jean-Baptiste-Léon**, Contribuables Associés.
- 18h00 Pause, Foire au Livre
- 19h30 Apéritif d'accueil
- 20h00 dîner
- 21h00 **Dîner débat** : « *Le monopole public cause de nos maux* » par **Jacques Garello**, Professeur d'économie émérite de l'Université d'Aix-Marseille.

Dimanche 24 septembre :

- 09h00 **Conférence** : « *Présidentielle 2017 dernière chance avant la révolution ? 1776 l'exemple Turgot* » par **Benoît Malbranche**, Institut Coppet.
- 10h30 **Conclusion du WEL8** par **Patrick de Casanove**, Président du Cercle Frédéric Bastiat
- 10h45 Pause, Foire au Livre
- 11h30 Apéritif de fin de congrès
- 12h00 Buffet

Le Cercle Frédéric Bastiat

Serait honoré par votre participation au 8^{ème} Weekend de la Liberté, qui aura lieu
à l'hôtel Sourcéo, à Saint-Paul-Lès-Dax,
du 22 septembre 2017 à 12h au 24 septembre 2017 au déjeuner.

Avec le concours de :

L'ALEPS, Contribuables associés, l'Institut Coppet, l'iFRAP, l'IREF, l'Institut pour la justice, SFL.

sur le thème

LES 100 JOURS SOUS LE REGARD DE FRÉDÉRIC BASTIAT.

LAISSEZ FAIRE OU SE LAISSER FAIRE ?

« Le déplacement de la responsabilité a faussé l'opinion populaire. Le peuple, accoutumé à tout attendre de l'État, ne l'accuse pas de trop faire, mais de ne pas faire assez. Il le renverse et le remplace par un autre, auquel il ne dit pas: Faites moins, mais: Faites plus ; et c'est ainsi que l'abîme se creuse et se creuse encore. » Frédéric Bastiat, *Services privés, service public.*

La souffrance des Français, leur rejet des politiciens, leur immense espoir de changement et d'opportunes affaires judiciaires ont entraîné le succès d'Emmanuel Macron. Il est passé pour un homme nouveau. Président tout puissant il a entre ses mains le destin du pays pour les cinq prochaines années. La France traverse une période matérielle et morale difficile. Les Français ne font plus confiance aux hommes politiques, des fissures sociales apparaissent au grand jour. Les valeurs et la culture qui ont forgé leur pays sont mises à mal. Beaucoup désespèrent de sortir par le haut de cette situation. Or il existe un économiste français du XIX^{ème} siècle, Frédéric Bastiat, dont les idées gagneraient à être connues et mises en œuvre. Le Cercle Frédéric Bastiat a pour but de le faire connaître. Il a un rôle à jouer en éclairant les électeurs et les politiciens. Plus il y aura de personnes convaincues des bienfaits de la liberté de choix et de la responsabilité individuelle, et plus nous aurons de chance d'orienter notre pays vers une société de justice et de prospérité. Chaque participant au Weekend de la Liberté pourra, grâce à des conférences de haut niveau, analyser les orientations et réalisations du gouvernement à la lumière de cette pensée libérale classique française. Pensée qui a éclairé l'économie politique au XVIII^e et XIX^e siècles puis fécondé la science économique moderne. Frédéric Bastiat est régulièrement présenté comme le précurseur de l'École Autrichienne d'Économie.

Bastiat écrit : « *Se conserver, se développer, c'est l'aspiration commune à tous les hommes, de telle sorte que si chacun jouissait du libre exercice de ses facultés et de la libre disposition de leurs produits, le progrès social serait incessant, ininterrompu, infaillible.* » *La Loi.* Quand l'État entrave le libre usage des facultés, la libre disposition des produits et des biens, il sort de son rôle. La Loi est pervertie. C'est la *spoliation légale* ou *socialisme*. Il est impossible de bâtir une société juste sur la spoliation. Pour Bastiat l'État doit être limité à ses fonctions régaliennes. Tous, État et individus, doivent respecter les Droits Naturels individuels : la Liberté, la Propriété, la Personnalité. Mettre fin à la spoliation légale pour fonder une société juste et prospère était l'objectif de Frédéric Bastiat. Quel chemin aura pris notre pays

en septembre prochain ? Quelles en seront les conséquences ? Quelles solutions pour un avenir meilleur ? Autant de questions débattues lors de ce congrès

La Première conférence est le vendredi 22 septembre à 13h : « *Ce que doit faire le nouveau président* » par **Agnès Verdier-Molinié**, directeur de la Fondation iFRAP, <http://www.ifrap.org/>

Venez écouter aussi :

Jacques Garello, Professeur d'économie émérite de l'Université d'Aix-Marseille, ALEPS <http://www.libres.org/> « *Le monopole public cause de nos maux* » ;

Charles Gave, entrepreneur et économiste, Institut des Libertés <http://institutdeslibertes.org/> « *Accélérer le mouvement vers la Nation Européenne, la fausse bonne solution* » ;

Vincent Ginocchio, Cercle Frédéric Bastiat, <http://www.bastiat.net/fr/> « *Monnaie unique ou concurrence des monnaies, place des monnaies virtuelles.* » ;

Guillaume Jeanson, Institut pour la Justice, <http://institutpourlajustice.org/> « *Un quinquennat pour restaurer la Justice et la Sécurité, sacré défi!* » ;

Nicolas Lecaussin, IREF, <http://fr.irefeurope.org/> « *L'éducation, en finir avec une politique coûteuse et inefficace.* » ;

Jean-Baptiste Léon, Contribuable Associés, <http://www.contribuables.org/> « *Réformer : partout dans le monde ils l'ont fait !* » ;

Benoît Malbranque, Institut Coppet, <http://www.institutcoppet.org/> « *Présidentielle 2017 dernière chance avant la révolution ? 1776 l'exemple Turgot* »

Pascal Salin, Professeur d'économie émérite de l'Université Paris-Dauphine, https://www.wikiberal.org/wiki/Pascal_Salin « *La voie de la prospérité : libérer les incitations productives !* » ;

Le samedi 23 à 13h se déroulera un remarquable **Buffet-témoignage** : *les 100 ans de la Révolution d'Octobre* : « *Bien des Français rêvent le communisme...moi, je l'ai vécu* » par **Bogdan Calinescu**.

Tout au long du Weekend aura lieu une Foire aux livres. De nombreux auteurs seront présents et dédicaceront leurs ouvrages. Des temps libres de partage et d'échange sont aussi prévus.

Pour assister à l'événement chacun de vous peut composer la formule de son choix sur le coupon d'inscription.

Ci-joint le bulletin d'inscription.

Pour tout renseignement complémentaire, www.bastiat.net.

Pour contacter le Cercle : cercle.bastiat@gmail.com ou au 05 59 45 36 47.

Pour devenir membre du cercle, il suffit d'envoyer à Mme Françoise Couture, Trésorière du Cercle Frédéric Bastiat, 86 route de Samadet, 40320 Geaune, un chèque de 30 € par famille pour l'adhésion simple et 50 € pour l'adhésion de soutien, 100 € adhésion de bienfaiteur à l'ordre du Cercle Frédéric Bastiat. On peut aussi s'inscrire par e-mail.

Les modalités (très simples) sont indiquées sur le site Internet du Cercle, www.bastiat.net.